



**DELIBERATION N° 21/012 CP DE LA COMMISSION PERMANENTE  
APPROUVANT LE RÈGLEMENT PUBLIC D'EXPLOITATION DES LIGNES  
ROUTIÈRES INTERURBAINES DE VOYAGEURS**

**CHÌ APPROVA U REGULAMENTI DI FUNZIONAMENTU PUBLICU PER E LINEE  
STRADALI INTERURBANE DI PASSAGERI**

---

**REUNION DU 24 FÉVRIER 2021**

L'an deux mille vingt et un, le vingt quatre février, la commission permanente, convoquée le 10 février 2021, s'est réunie sous la présidence de Mme Mattea CASALTA, Vice-Présidente de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

M. Jean-Martin MONDOLONI à Mme Christelle COMBETTE  
Mme Laura Maria POLI-ANDREANI à Mme Rosa PROSPERI  
M. Jean-Guy TALAMONI à Mme Rosa PROSPERI  
M. Hyacinthe VANNI à M. Romain COLONNA

**LA COMMISSION PERMANENTE**

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV<sup>ème</sup> partie, et notamment ses articles L. 4421-1 à L. 4426-1 et R. 4425-1 à D. 4425-53,
- VU** le Code des transports,
- VU** le Code civil,
- VU** le Code de procédure pénale,
- VU** la loi du 30 décembre 1985 et le décret du 18 septembre 1986 modifiés relatifs à la Police de Transports Urbains et des Services de transport public de personnes régulières,

- VU** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,
- VU** la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** l'ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités locales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,
- VU** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire,
- VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 28,
- VU** la délibération n° 20/127 AC de l'Assemblée de Corse du 24 septembre 2020 approuvant la prorogation de la délégation de l'Assemblée de Corse à sa Commission Permanente,
- VU** la délibération n° 20/001 CP de la Commission Permanente du 6 mai 2020 décidant du régime dérogatoire d'organisation et de déroulement des réunions de la Commission Permanente,
- SUR** rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

A l'unanimité,

**Ont voté POUR (15) : Mmes et MM.**

Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Jean-Martin MONDOLONI, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Laura Maria POLI-ANDREANI, Pierre POLI, Rosa PROSPERI, Petr'Antone TOMASI, Jean-Guy TALAMONI, Hyacinthe VANNI

### **ARTICLE PREMIER :**

**APPROUVE** le projet de règlement public d'exploitation des lignes régulières interurbaines de voyageurs, tel que joint en annexe à la présente délibération.

**ARTICLE 2 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 24 février 2021

Le Président de l'Assemblée de Corse,

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape.

Jean-Guy TALAMONI

# **COMMISSION PERMANENTE**

**REUNION DU 24 FÉVRIER 2021**

**RAPPORT DE MONSIEUR  
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**REGULAMENTI DI FUNZIUNAMENTU PUBLICU PER E  
LINEE STRADALI INTERURBANE DI PASSAGERI**

**RÈGLEMENT PUBLIC D'EXPLOITATION DES LIGNES  
ROUTIÈRES INTERURBAINES DE VOYAGEURS**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission du Développement Economique, du Numérique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

## **RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

Le présent rapport a pour objet de proposer à l'Assemblée de Corse l'approbation du projet de règlement public d'exploitation des lignes régulières interurbaines de voyageurs, notamment en Pumontu.

En qualité d'Autorité Organisatrice des Transports (AOT), il appartient à la Collectivité de Corse d'approuver ce règlement.

Ce règlement définit les conditions dans lesquelles les voyageurs peuvent utiliser les services de transport exploités par les exploitants des lignes régulières d'autocars.

Il complète les textes légaux et réglementaires par ailleurs en vigueur.

Il détermine les droits et les obligations des voyageurs au regard de la sécurité routière et du respect des biens et des personnes.

Le règlement d'exploitation des lignes routières actuelles du Pumontu définit en particulier les éléments suivants :

- Les conditions de transport pour le voyageur ;
- Les règles de sécurité et de sûreté, les règles d'hygiène et de civisme ;
- La vente, l'utilisation et le contrôle des titres de transport ;
- Le transport des bagages et des animaux ;
- La situation des objets perdus, volés, trouvés, abandonnés ou laissés sans surveillance ;
- La constatation et la sanction des infractions ;
- Les réclamations.

L'adoption de ce règlement permettra en outre de demander l'assermentation des agents de la Collectivité de Corse et des exploitants pour le faire appliquer.

Il vous est proposé d'adopter le règlement public d'exploitation des lignes régulières interurbaines de voyageurs, tel que joint en annexe.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**ANNEXE**

**REGLEMENT INTERIEUR DE SERVICE POUR L'EXPLOITATION  
DE LIGNES REGULIERES  
DE TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN DE VOYAGEURS**

# REGLEMENT D'EXPLOITATION DU RESEAU DE TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN DE VOYAGEURS

## Article 1 --- OBJET

Le présent règlement définit les conditions dans lesquelles les voyageurs peuvent utiliser le service de transport routier interurbain de voyageurs mis à leur disposition par la Collectivité de Corse, ainsi que leurs droits et leurs obligations.

Il complète les textes légaux en vigueur.

Ses dispositions sont applicables à l'ensemble des lignes du réseau organisé sur le territoire de la Corse.

## Article 2 --- CONDITIONS DE TRANSPORT

### **2.1 - Accès aux véhicules**

Toute personne âgée de 5 ans et plus utilisant les lignes régulières de transport collectif organisées par la Collectivité de Corse doit être munie d'un titre de transport gratuit ou payant.

L'accès aux véhicules est **interdit** aux enfants âgés de **moins de 8 ans** révolus, **non accompagnés** d'une personne capable de les surveiller.

Les enfants de moins de 10 ans ne peuvent être transportés à l'avant du véhicule.

Le port de la ceinture de sécurité est obligatoire. Les seules exceptions applicables concernent :

- les personnes dont la morphologie est manifestement inadaptée au port de la ceinture, par exemple les enfants de moins de trois ans pour les ceintures de sécurité ou de moins de dix ans pour les ceintures à trois points, sauf si la taille de l'enfant le permet ; dans ce dernier cas, la ceinture doit être bouclée de telle façon que seule la partie ventrale de celle-ci assure le maintien sur le siège,
- les personnes munies d'un certificat médical d'exemption délivré par la commission médicale départementale chargée d'apprécier l'aptitude physique des candidats au permis de conduire et des conducteurs,
- les passagers couchés : la ceinture de sécurité incorporée au siège n'est homologuée que pour une utilisation en position assise. Lorsque le siège est converti en couchette, son utilisateur n'est pas tenu d'utiliser la ceinture de sécurité.

### **2.2 - Arrêts**

Il est recommandé aux clients du Réseau d'être présents à l'arrêt quelques minutes avant le passage du véhicule à l'horaire prévu et précisé au Guide des Transports. Un passage retardé du véhicule au point d'arrêt dédié, en raison d'aléas liés à la circulation routière (congestion, accident, travaux, engins agricoles, manifestations, intempéries, etc.) susceptibles d'être rencontrés au cours du trajet ne peuvent donner lieu à aucune indemnité ou remboursement ; les voyageurs sont tenus de prendre leurs dispositions selon leurs impératifs d'ordre professionnel ou privé. Les renseignements présents dans les fiches horaires en circulation sont donnés sous réserve de modifications qui pourraient avoir été apportées depuis leur édition. Les voyageurs qui désirent monter en autocar sont tenus de **demander l'arrêt** du véhicule dans lequel ils désirent prendre place, en tendant le bras franchement et assez tôt, pour être vus en temps utile par le conducteur.

De même, l'arrêt de descente devra être demandé au conducteur suffisamment à temps pour que le conducteur soit en mesure d'arrêter sans danger son véhicule.

A l'arrivée aux arrêts « terminus » tous les voyageurs doivent descendre du véhicule.

## **2.3 - Transport des bagages - animaux - objets encombrants**

### **2.4.1 — Bagages**

Les valises et sacs de petite taille, serviettes, cartables, paquets de livres ou ordinateurs portables doivent être placés dans les porte-bagages situés au-dessus des places assises ou à défaut sous les sièges, de telle sorte qu'à tout moment, le couloir de circulation ainsi que l'accès aux portes et issues de secours restent libres de ces objets et que ceux-ci ne risquent pas de tomber des porte-bagages.

Les conducteurs-receveurs et les contrôleurs habilités sont en droit de refuser l'admission de certains objets, si ceux-ci sont susceptibles de constituer un risque d'accident ou une gêne pour les autres voyageurs ou de détériorer le matériel.

Le propriétaire de tout objet ou bagage est responsable des dégâts occasionnés par l'embarquement, le transport et le débarquement de ce qu'il véhicule. De même, ni le transporteur exploitant la ligne, ni la Collectivité de Corse ne peuvent être tenus responsables en cas de vol ou de dégradation des effets personnels des voyageurs.

Dans la limite des possibilités d'embarquement du véhicule et dans le respect des conditions sus énoncées, les bagages sont admis **GRATUITEMENT**.

### **2.4.2- Animaux**

#### **Les animaux sont interdits, à l'exception :**

- des chiens reconnus aptes à leurs fonctions de guide de personne non-voyante ou de personne handicapée titulaire d'une carte spécifique ou d'invalidité qui sont admis ; ces chiens doivent être muselés et tenus en laisse.
- des animaux domestiques de petite taille (chiens, chats, oiseaux, rongeurs, etc.) qui peuvent être admis, lorsqu'ils sont transportés dans des paniers, sacs ou cages convenablement fermés et installés sur les genoux de leur propriétaire. Ces animaux ne doivent en aucun cas salir les lieux ou incommoder les voyageurs ou constituer une gêne à leur égard.

En aucun cas, l'exploitant ne pourra être tenu pour responsable des conséquences des accidents dont les animaux auraient été l'objet, ni des dommages qui leur auraient été causés. Leur propriétaire sera rendu responsable des dégâts qu'ils auraient pu occasionner.

### 2.4.3 - Objets encombrants

Les petits bagages à main ou colis pouvant être transportés par une seule personne sont admis et transportés gratuitement.

Il est toutefois **interdit** de pénétrer dans les véhicules avec des **colis encombrants**. Sont considérés comme encombrants tous les colis dont la plus grande dimension excède 0,75 mètre. Ces paquets, valises et bagages de dimensions importantes peuvent éventuellement être transportés dans les soutes du véhicule, s'il en est pourvu, et sous réserve de capacité disponible.

Les poussettes et trottinettes même pliables, sont interdites à bord mais sont acceptées dans les soutes des véhicules dans la limite des places disponibles à condition qu'elles soient à usage exclusif des enfants.

Les vélos sont interdits à bord ainsi que dans les soutes des véhicules. Les trottinettes électriques repliées sont admises en soute. Toutefois, si le véhicule possède l'équipement nécessaire, le transport gratuit de vélo pourra être proposé dans la limite des places disponibles prévues à cet effet. La clientèle est invitée à se rapprocher du transporteur exploitant la ligne pour connaître les possibilités de transport offertes par le véhicule titulaire.

**Le transport en soute se fait aux risques et périls du dépositaire de l'objet transporté.** En aucun cas, ni la Collectivité de Corse, ni le transporteur ne peuvent être tenus responsables des dégâts ou dommages subis par les objets encombrants ci-dessus définis (vol, dégradation des effets personnels des voyageurs). Leur propriétaire sera par ailleurs rendu responsable des dommages que ces objets auraient pu occasionner aux autres voyageurs et / ou aux matériels, aux équipements et aux installations du service.

### 2.4.4 -- Produits dangereux

Il est interdit d'embarquer des matières ou produits dangereux (armes, explosifs, bouteille ou cartouche de gaz, jerrycane d'essence, produits toxique ou chimique, produit ou objet inflammable, etc.) ou produits nauséabonds.

## 2.5 -- Interdictions

2.5.1 - Il est interdit aux voyageurs, sous peine de contravention :

- de monter ou de descendre des véhicules autrement que par les issues réglementaires ou celles de ces issues désignées par l'exploitant ;
- d'obstruer la fermeture ou l'ouverture des portes ;

- \_\_\_\_\_ de monter ou de descendre des véhicules ailleurs qu'aux stations ou arrêts lorsque le véhicule n'est pas complètement arrêté, sauf requête du personnel de l'exploitant ;
- \_\_\_\_\_ de se pencher au-dehors des fenêtres coulissantes des véhicules ;
- \_\_\_\_\_ d'occuper abusivement les sièges avec des effets, colis, bagages ou autres objets ;
- \_\_\_\_\_ de monter dans les véhicules en violation de l'indication « \_\_\_\_\_complet \_\_\_\_\_» donnée par le personnel de l'exploitant ;
- \_\_\_\_\_ de fumer ou de cracher dans les véhicules et plus généralement, dans tous les lieux du réseau accessibles au public ;
- \_\_\_\_\_ d'enlever, de souiller, de dégrader, de détériorer ou de mettre obstacle au bon fonctionnement des matériels, équipements et installations de toute nature soit à bord des véhicules soit dans tout espace réservé à l'exploitation, ainsi que les pancartes, inscriptions ou affiches qu'ils comportent ;
- \_\_\_\_\_ de se servir sans motif plausible des dispositifs d'alarme ou de sécurité ;
- \_\_\_\_\_ de déplacer ou de modifier la signalétique ou les moyens de protection temporaire installés par l'exploitant ;
- \_\_\_\_\_ de prendre toute position susceptible de gêner la conduite des véhicules, le service du personnel d'exploitation ou la circulation des autres voyageurs ;
- \_\_\_\_\_ de faire usage dans les abribus, dans les agences commerciales de l'exploitant ou dans les véhicules, de tout appareil bruyant ou sonore ou d'animer un spectacle de quelque nature que ce soit ; toutefois de telles activités peuvent être autorisées par l'exploitant, notamment aux conditions d'heures et d'emplacement qu'il fixera ;
- \_\_\_\_\_ de pénétrer dans les véhicules ou de stationner dans les agences commerciales de l'exploitant dans un état notoire de maladie dont la contagion serait à redouter pour les autres voyageurs, ou en état d'ivresse.

2.5.2 - Il est en outre formellement interdit aux voyageurs :

- \_\_\_\_\_ de parler sans nécessité au conducteur pendant la marche du véhicule ;
- \_\_\_\_\_ de s'installer au poste de conduite du véhicule ;
- \_\_\_\_\_ de rester à bord des véhicules après le dernier arrêt commercial ou les terminus provisoirement établis par l'exploitant ;
- \_\_\_\_\_ de porter atteinte, à la sécurité publique ;
- \_\_\_\_\_ de distribuer des tracts sans une autorisation spéciale ;
- \_\_\_\_\_ d'offrir, de louer, de vendre quoi que ce soit, de se livrer à une quelconque publicité ailleurs que dans les espaces affectés à cet usage et sans l'autorisation correspondante ;
- \_\_\_\_\_ d'abandonner ou de jeter dans les abribus, les agences commerciales de l'exploitant ou dans les véhicules tous papiers (journaux, emballages, titres de transports...) résidus ou détritrus de toute nature pouvant nuire à l'hygiène et à la propreté des lieux et / ou gêner d'autres voyageurs et / ou susceptibles de provoquer des troubles de fonctionnement aux équipements et installations ;
- \_\_\_\_\_ de troubler de quelque manière que ce soit la tranquillité des voyageurs dans les agences commerciales de l'exploitant ou les véhicules ;
- \_\_\_\_\_ de pratiquer toute forme de mendicité ;
- \_\_\_\_\_ d'apposer dans les abribus, sur les poteaux d'arrêt, sur les équipements, dans les locaux commerciaux ou dans les véhicules, des inscriptions de toute nature manuscrites ou imprimées : tracts ou affiches ;
- ~~tracts ou affiches~~ ;
- \_\_\_\_\_ de pratiquer toute activité sportive ou jeu susceptible de gêner l'exploitation.

2.5.3 - Les voyageurs qui, par leur tenue ou leur comportement, notamment au titre de l'article

2.5.2 ci-dessus, risquent d'incommoder ou d'apporter un trouble à l'ordre public et / ou à la sécurité à l'intérieur d'un véhicule, à un arrêt ou dans un espace commercial du réseau, devront quitter les lieux si la demande leur en est faite par le personnel habilité de l'exploitant ou par tout agent mandaté par la Collectivité de Corse. Si elles ont payé le prix de leur déplacement, elles ne peuvent prétendre en pareil cas à un quelconque dédommagement.

En cas de non-respect des dispositions prévues au présent article 2.5, l'Autorité organisatrice et l'exploitant décline par avance toute responsabilité pour les accidents ou dommages qui pourraient en résulter.

En tout état de cause, les voyageurs doivent se conformer aux injonctions qui leur sont données directement par les personnels habilités par l'exploitant ou indirectement par l'intermédiaire d'une annonce sonore ou d'une signalisation.

### **Article 3 - VENTE ET CONTRÔLE DES TITRES DE TRANSPORT**

#### **3.1 -- Tarifs**

Les conditions d'utilisation des titres de transport ainsi que la tarification applicable, qui devra faire l'objet d'un affichage à l'intérieur du véhicule, sont définies par la Collectivité de Corse.

#### **3.2 - Achats de titres de transport**

L'acquisition des titres peut être effectuée, selon la nature du titre, en se rendant auprès des bureaux de l'exploitant ou auprès des conducteurs lors de la montée dans les véhicules, sur internet, ou en utilisant l'application M-ticket mise en place par la Collectivité. Pour la vente à bord des cars, les voyageurs sont tenus de faire l'appoint, le paiement par carte bleue étant proposé systématiquement.

Dès la mise en place du système de billettique sur le ferroviaire, les supports de titres, abonnements, recharges ou autres titres de transports pourront être délivrés également par les gares principales des Chemins de Fer de Corse. Les tickets de transport unique pourront être acquis également sur smartphone.

Tout titre de transport acheté et non utilisé ne pourra faire l'objet d'un remboursement que sous réserve de justifications.

#### **3.3 - Limitation d'utilisation**

Il est interdit à tout voyageur :

- d'utiliser un support de titres et/ou un titre de transport dans des conditions irrégulières ;

- de faire usage d'un titre de transport ou d'un support de titres ou de circulation qui aurait fait l'objet d'une modification ou d'une préparation quelconque susceptible de favoriser la fraude ;
- de céder à titre onéreux ou gratuit un support de titres ou un titre de transport déjà utilisé ;
- de céder à titre onéreux ou gratuit un support de titres et/ou un titre de transport nominatif, qui est strictement personnel ;
- de revendre des titres de transport non déjà utilisés au-dessus de leur prix.

### **3.4 - Validation des titres**

L'absence de validation d'un titre de transport, y compris en correspondance, est passible d'une amende. L'achat d'un titre à bord entraîne sa validation automatique, et enregistrée à la date de vente.

Hormis pour les abonnements, le trajet retour nécessite un deuxième titre. Le titre de transport doit être conservé jusqu'à la fin du voyage, pour une présentation éventuelle au personnel de contrôle.

### **3.5 Contrôle des titres**

Le personnel de contrôle de l'exploitant peut à tout moment du trajet dans les véhicules et dans les zones sous contrôle, vérifier les titres de transports.

Les voyageurs sont responsables du bon état de conservation de leur support de titres et/ou de leur titre de transport et doivent, pendant toute la durée de leur déplacement c'est à dire jusqu'à leur descente du véhicule pouvoir le présenter sur demande à tout personnel affecté par l'exploitant habilité à cet effet.

Tout voyageur n'étant pas en possession de son titre de transport sera considéré en infraction et exposé comme tel aux sanctions pénales ou réglementaires.

## **Article 4 -- CONSTATATION DES INFRACTIONS**

Les voyageurs qui auront enfreint les dispositions des articles 2.4, 2.5.1 et 3 seront en situation d'infraction.

Ces infractions peuvent, à tout moment du trajet, être constatées par le personnel de contrôle habilité de l'Autorité Organisatrice ou de l'exploitant.

### **4.1 Peines encourues**

Les infractions sont punies de peines prévues par les différents textes légaux ou réglementaires en vigueur, sans préjudice des réparations civiles qui pourraient être réclamées par l'exploitant.

Tout client en situation tarifaire irrégulière s'expose à une contravention qui donne lieu à un procès-verbal. Une transaction immédiate d'un montant de **26\_€** peut, selon la nature de l'infraction être proposée immédiatement sur place par l'agent de contrôle et de vérification des titres. En cas de non-paiement immédiat, le montant du procès-verbal peut varier de **2\_8€** à **41\_€** en fonction de l'infraction majorée après 30 jours des frais de dossier d'un montant de **38\_€**. Le montant de l'amende pour non-validation systématique en trajet simple ou en correspondance d'un ticket ou d'un abonnement est de **5\_€**.

Tout voyageur en situation d'infraction qui refusera le paiement de l'indemnité forfaitaire transactionnelle ou qui acceptant de régulariser sa situation au moyen du paiement de ladite indemnité n'en effectuera pas le règlement, sera passible des poursuites devant les juridictions compétentes.

## **Article 5 - OBJETS TROUVES**

### **5.1 -- Responsabilité**

L'exploitant n'est nullement responsable des objets perdus ou volés dans les véhicules, dans ses bureaux et /ou agences commerciales.

Il peut procéder ou faire procéder à la destruction immédiate des objets abandonnés ou laissés sans surveillance pouvant représenter un éventuel danger pour le public.

### **5.2 -- Garde**

Les objets trouvés sont centralisés à **l'agence commerciale de l'exploitant** ou à son dépôt si celui-ci ne dispose pas d'agence.

Après une semaine de garde, les objets, s'ils n'ont pas été rendus à leur propriétaire, sont remis au service des objets trouvés.

## **Article 6 - RECLAMATIONS**

### **6.1 -- Qualité**

Toute personne qui manifestera l'intention d'obtenir un éventuel dédommagement à l'occasion d'un parcours effectué sur le réseau, quelles que soient les circonstances invoquées, sera tenue de faire la preuve de sa qualité de voyageur, soit en présentant le ticket utilisé réglementairement, soit par tout moyen de nature à établir la conclusion du contrat de transport et le paiement du prix du parcours.

### **6.2 -- Réclamations verbales**

Les réclamations verbales des voyageurs ne peuvent être reçues que par le personnel de contrôle de l'exploitant.

### **6.3 - Réclamations écrites**

Les réclamations écrites dûment motivées doivent être adressées au **Siège de l'exploitant** dans les 48 heures suivant l'incident avec copie à :-

M\_onsieur le Président du Conseil Exécutif de Corse  
Direction des transports et de la mobilité  
Hôtel de la Ceollectivité de Corse - 22 cours Grandval  
20000 AJACCIO.

Ou par mail à transports@isula.corsica

## **Article 7 -- AFFICHAGE**

Le présent règlement peut être consulté par toute personne qui le souhaite, à l'agence commerciale de l'exploitant ou être expédié sur demande à l'adresse mentionnée à l'article 6.3.